

Date : 13 janvier 2022

Objet : Décision relative à la gestion des candidatures et des contrats en cours pour l'année 2022

Emetteur : Direction de la recherche et appui scientifique

Le directeur général de l'Office français de la biodiversité,

Vu la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement,

Vu le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

Vu le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre Dubreuil en qualité de Directeur général de l'établissement,

Vu la décision n°2020-DG-01 en date du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations en conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

Vu le règlement d'usage générique de la marque collective « *Végétal Local* » inscrit au Registre national des marques sous le n° 782159,

Vu la marque collective « *Végétal Local* » enregistrée à l'INPI sous le n° 15 4 148 064,

Vu la transmission totale de propriété de la marque « *Végétal Local* » à l'OFB, enregistrée à l'INPI sous le n° 789007,

Vu la décision n°2020-DG-27 en date du 1^{er} juillet 2020 portant délégation de signature du directeur général de l'OFB,

Vu la décision n°2020-DGD PCE-02 en date du 3 juillet 2020 portant subdélégation de la signature du Directeur général délégué « Police, connaissance et expertise »,

Vu la décision n° 2020 DGD PCE – DRAS – 03 en date du 29 juillet 2020 modifiant le règlement intérieur du Comité de gestion de la marque « *Végétal local* » ;

Vu la décision n°2021 – DRAS – 11 en date du 25 janvier 2021 relative à la modification du référentiel technique de la marque « *Végétal local* »

Vu la Décision N° 2021 – DGD PCE – 21 modifiant la décision portant subdélégation de la signature du Directeur général par le Directeur général délégué « Police, connaissance et expertise en date du 22 décembre 2021 ;

Vu la délibération n° 2021-17 du 6 décembre 2021 du Comité de la marque *Végétal local* relative à la gestion des candidatures et des contrats en cours pour l'année 2022

Considérant la nécessité d'un délai de réflexion pour optimiser la gestion et l'organisation de la marque dans le cadre de sa croissance actuelle et des perspectives d'avenir ;

Considérant que pour aboutir à des pistes d'amélioration du dispositif de la marque afin de le rendre plus efficient, il est nécessaire de libérer du temps au secrétariat de la marque au regard des moyens constants dédiés à la gestion de la marque ;

Considérant que le dispositif d'attribution de la marque devrait être modifié fin 2022 suite à ces pistes d'amélioration ;

DÉCIDE

Article 1 :

Les contrats se terminant en 2022 sont prorogés, pour les bénéficiaires qui le souhaitent, jusqu'au 31 décembre 2022 ;

Article 2 :

Seules les candidatures arrivées avant le 10 novembre 2021 seront traitées en 2022 ;

Article 3 :

Seules les demandes de listes complémentaires qui portent sur des espèces déjà marquées pour d'autres bénéficiaires dans les mêmes régions d'origine seront étudiées pour attribution en 2022;

Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement publié sur le site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum. L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

**Pour le directeur général
et par subdélégation
Direction recherche et appui scientifique
Stéphane MARCHANDEAU**



Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande - la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois - le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »